

l'Allemagne signe l'arrêt des combats à Compiègne le **11 novembre 1911** – **cet armistice met fin à la Grande Guerre**

L'ENTRE-DEUX-GUERRES (1918-1938)

la France, dévastée par la guerre, veut reconstruire le pays qui a perdu 1,4 millions de morts, 3 millions de Français ayant été blessés, mais elle veut surtout empêcher l'Allemagne de redevenir une grande puissance militaire et industrielle capable de déclencher une autre guerre paneuropéenne

C'est la politique menée par le Bloc National regroupant les partis de droite qui dirige la France de 1919 à 1924 – gouvernements nationalistes, hostiles à l'Allemagne vaincue, politique de fermeté vis-à-vis de l'**Allemagne** qui doit être punie

la **conférence de paix** 1919-1920 – traités de paix avec les Empires centraux vaincus (Allemagne, Autriche, Hongrie, Empire Ottoman, Bulgarie) – le **traité de Versailles** avec l'Allemagne qui perd ses colonies et une partie de son territoire, elle doit payer des réparations et est empêchée de se doter d'une armée importante.

La France chargée de l'administration de deux anciennes **colonies** allemandes (Cameroun et Togo) et du Liban et de la Syrie, deux anciennes provinces de l'Empire ottoman

Or l'Allemagne est paralysée par une grave crise économique, incapable de payer les réparations – les Français occupent la région de Ruhr en 1923 pour pouvoir contrôler l'industrie allemande.

La France doit remplir le rôle de garant des traités de paix, c'est pour cette raison qu'elle crée un système des alliances en Europe centrale et en Europe du Sud-Est – un cordon sanitaire capable de repousser toute attaque de la part de la Russie bolchévique ou de l'un des pays vaincus (Allemagne, Hongrie) – elle s'allie à la Pologne et à la Petite-Entente qui réunit la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie

La France très active au sein de la Société des nations – organisation internationale regroupant la majorité des États, prédécesseur de l'ONU actuelle.

Opposition au système des traités de paix né à Versailles – la Hongrie qui a perdu deux tiers de son territoire, depuis 1922 l'Italie fasciste menée par Benito Mussolini et surtout l'Allemagne nazie depuis 1933. Une autre guerre mondiale approche.

Les années folles (les années 1920) sont une période de croissance économique, or **la crise économique** qui a ébranlé le monde entier depuis le Jeudi noir en **1929** a considérablement changé la situation.

La France devrait garantir l'ordre en Europe, mais elle se rend compte de son incapacité de remplir toute seule ce rôle sans le soutien de la Grande-Bretagne et des États-Unis qui mènent une politique isolationniste.

Sur le plan international, elle n'ose pas affronter les **régimes autoritaires** et punir leurs provocations permanentes (l'Italie envahit l'Abyssinie – l'Empire éthiopien et l'Allemagne occupe la Rhénanie démilitarisée), sur le plan intérieur, elle doit faire face à la montée du

radicalisme de droite : plusieurs ligues d'extrême droite se développent : Action française, Croix-de-feu, etc.

1934 : l'affaire Stavisky : préfet de police bienveillant à l'égard des ligues renvoyé ce qui déclenche des manifestations d'extrême-droite – les républicains craignent un coup d'État et la gauche forme le Front populaire en **1936**, le socialiste Léon Blum forme un gouvernement des socialistes et des radicaux avec le soutien des communistes.

Réformes sociales importantes, l'idée de la collaboration de l'ensemble des partis de gauche, le cauchemar fasciste qui mène à la naissance de l'intellectuel engagé, proche de la gauche qui sera typique pour la France de la II^e moitié du XX^e siècle.

Mais son gouvernement vite renversé – instabilité politique, des gouvernements se succèdent les uns aux autres, les partis politiques n'étant pas capables de former un gouvernement stable

1938 : le gouvernement dirigé par le radical Daladier ne réagit pas à l'Anschluss (rattachement de l'Autriche à l'Allemagne) et signe les accords de Munich le 30 septembre 1938. La France espère éviter une nouvelle guerre.